

Communiqué du bureau national du POI

En pleine nuit, et d'un trait de plume...

En pleine nuit, ce 15 avril, d'un trait de plume, Monsieur Macron, plus isolé que jamais a promulgué sa réforme. Il a de ce fait balayé d'un geste toutes les illusions d'un recours à l'article 10, d'un nouveau recours pour un nouveau RIP... Autant de suggestions qui, comme une pétition nationale ou autre, ne prennent compte en aucun cas de la réalité et de la profondeur du moment. L'intersyndicale a été bien avisée de refuser de rencontrer Macron et de chercher à faire du 1^{er} Mai un raz-de-marée.

Ce qui s'exprime dans ces dernières heures, de plus en plus nettement pour des millions après la décision du Conseil constitutionnel face au refus ultra-majoritaire de la population, c'est la profondeur de la crise de régime et la mise à nu du rôle de l'Etat et de la Constitution de la V^e République comme instruments au service sans fards d'une toute petite minorité contre la masse du peuple.

La décision du Conseil constitutionnel rappelle que sa fonction est d'abord de préserver ces institutions. Des institutions qui font du chef de l'Etat un quasi monarque doté de pleins pouvoirs. Ce sont ces institutions qui font qu'en quelques mois seulement, le gouvernement a utilisé 11 fois le 49.3 ; que la réforme a été discutée en 9 jours à marche forcée à l'Assemblée nationale... et que sans majorité, le gouvernement l'a fait passer en force à coup de 49.3.

Tout cela, c'est la légalité de ces institutions autoritaires, verrou antidémocratique contre les aspirations de la majorité.

Mais cette réforme est massivement refusée. Le pays n'en veut pas, les syndicats n'en veulent pas, et continuent dans leur totalité d'en exiger le retrait, le Parlement ne l'a pas votée. La réforme est totalement illégitime, comme sont illégitimes les méthodes « légales » pour la faire passer en force contre la volonté de la majorité.

Rappelons qu'il y a quelques semaines, le chef de l'Etat, relayé par ses conseillers, par les médias, avait indiqué que seule une situation de blocage du pays pourrait le faire renoncer à sa réforme.

Au moment où le président de la République, incapable de convaincre, arc-bouté sur la légalité (bien sûr !) d'une Constitution antidémocratique, touche les bas-fonds de l'illégitimité, « bloquer le pays » tous ensemble est parfaitement d'actualité.

Le 15 avril 2023, 16 heures.

Retraites : « une victoire à la Pyrrhus » déplore la presse

Paris, 15 avril 2023 (AFP) - Le Conseil constitutionnel a validé vendredi l'essentiel de la réforme des retraites, dont le report de l'âge légal à 64 ans, une « victoire juridique » mais « un désastre pour la nation », déplorait unanimement la presse française samedi matin, avant la promulgation du texte.

« Un désastre », lâche **Midi Libre**. « Nul ne pensait le Conseil constitutionnel en capacité de résoudre la crise sociale et politique qui fait rage depuis trois mois. Mais à son corps défendant, la juridiction vient de l'aggraver », tacle Olivier Biscaye.

« La procédure a beau être légale, carrée, conforme à la Constitution, elle ne passe pas », acquiesce le rédacteur en chef de **La Voix du Nord**. Il y a « une forme de péché originel à prétendre agir au nom des Français en leur imposant de façon expéditive un texte dont ils ne veulent pas », lance Patrick Jankielewicz.

« La décision du Conseil constitutionnel, parce qu'elle n'est pas politique, ne règle rien. Les syndicats de salariés n'ont même pas l'ombre d'un texte pour ranger les drapeaux », lit-on dans **L'Est Eclair**.

En guise de dessin de presse, **Libération Champagne** ose sur sa dernière page un doigt d'honneur, tandis que les manifestations se poursuivent sur la Une de **Libération**, barrée du slogan « Pas vaincus ».

« Sur la forme, les "sages" – ce surnom ne peut être utilisé maintenant que par ironie – ont livré une décision brutale, écrite dans une forme bureaucratique dénuée de tout style ou de toute nuance. Sur le fond, la décision va au-delà du texte gouvernemental tant décrié », analyse froidement Dov Alfon.

« Sur ce brasier social (...) les "sages" ont donc "versé un jerrican d'essence" (...). Et fidèle à ses passions de pyromane, Emmanuel Macron annonçait immédiatement que la loi serait promulguée sous quarante-huit heures », poursuit-il dans son édito amer.

Les mots de la Première ministre, qui a déclaré vendredi qu'il n'y avait « ni vainqueur ni vaincu », ont eux aussi couler de l'encre.

« Cela peut paraître fair-play dans une coupe de foot de la catégorie poussins. Mais après des mois d'une mobi-

lisation XXXL, à l'instant T où le texte d'une réforme honnie par des millions de Français est certifié conforme au regard de la Constitution, c'est déconcertant », déplore Sophie Leclanché dans **La Montagne**.

La presse ne croit pas au match nul. « Emmanuel Macron a gagné », annonce **Charente Libre**. « Une victoire à la Pyrrhus », renchérit **La République des Pyrénées**.

« C'est une victoire juridique pour le gouvernement d'Elisabeth Borne mais un désastre à la fois politique et social pour la nation », tance encore **Le Républicain Lorrain**.

« Personne ne sort vainqueur de ce rendez-vous manqué entre le peuple et ceux qui le représentent au plus haut niveau. Sauf peut-être les extrêmes », assure **La Voix du Nord**.

En Une du **Parisien**, le chef de l'Etat affiche une mine dubitative : « Et maintenant ? », titre le quotidien.

« Les Sages eux-mêmes ont pointé "le caractère inhabituel" de l'accumulation de procédures visant à restreindre les débats. (...) Et si le procédé devenait la nouvelle norme du "cheminement démocratique" ? », s'inquiète **La Montagne**.

« Même Élisabeth Borne l'a reconnu », renchérit **Sud-Ouest** : « "Il est important de dire où l'on veut aller". A la lueur de cet aveu, faut-il en déduire que ce second quinquennat sera celui de la navigation à vue ? », questionne Jefferson Desport, notant au passage que « la droite, qui restait le meilleur allié (du président) jusque-là, est ressortie de ce débat lessivée, éparpillée façon puzzle ».

A droite justement, **Le Figaro** se lamente du « gâchis collectif ».

« Les Français voient bien que l'affaïssement généralisé vient moins de leur réticence supposée à la "réforme" que d'une impuissance de plus en plus sidérante de la performance publique. École, santé, sécurité : impôts partout, service nulle part », tonne Vincent Trémolet de Villers. « La défiance est là et ne va pas s'évaporer par enchantement ».

